Gilles BOURQUE et Jules Duchastel
Professeurs de sociologie à l'Université du Québec à Montréal
(1983)

“Réplique à Roch Denis. Le fédéralisme canadien.”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca
Site web: <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Gilles Bourque et Jules Duchastel, "**Réplique à Roch Denis. Le fédéralisme canadien**".

Un article publié dans l'ouvrage de Gérard Boismenu, Gilles Bourque, Roch Denis, Jules Duchastel, Lizette Jalbert et Daniel Salée, **Espace régional et nation. Pour un nouveau débat sur le Québec**, pp. 195-200. Montréal : Les Éditions du Boréal-Expres, 1983, 219 pp.

Professeurs de sociologie à l'Université du Québec à Montréal, Gilles Bourque et Jules Duchastel nous ont tous deux autorisé à diffuser la totalité de leurs travaux (livres, articles, conférences, chapitres de livres). M Bourque, le 11 juillet 2004 et M. Duchastel, le 5 janvier 2005.

Courriels : bourque.gilles@uqam.ca et duchastel.jules@uqam.ca .

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 1^{er} juillet 2005 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec.

Gilles Bourque et Jules Duchastel,
Sociologue, Université du Québec à Montréal.

“L'État canadien et les blocs sociaux”.

Un article publié dans l'ouvrage de Gérard Boismenu, Gilles Bourque, Roch Denis, Jules Duchastel, Lizette Jalbert et Daniel Salée, **Espace régional et nation. Pour un nouveau débat sur le Québec**, pp. 119-155. Montréal : Les Éditions du Boréal-Expres, 1983, 219 pp.

Gilles Bourque et Jules Duchastel

“Réplique à Roch Denis. Le fédéralisme canadien”.

Un article publié dans l'ouvrage de Gérard Boismenu, Gilles Bourque, Roch Denis, Jules Duchastel, Lizette Jalbert et Daniel Salée, *Espace régional et nation. Pour un nouveau débat sur le Québec*, pp. 195-200. Montréal : Les Éditions du Boréal-Expres, 1983, 219 pp.

[Réplique à l'article de Roch Denis, “**Nationalisme, État canadien et luttes de classes**”. Un article publié dans l'ouvrage de Gérard Boismenu, Gilles Bourque, Roch Denis, Jules Duchastel, Lizette Jalbert et Daniel Salée, *Espace régional et nation. Pour un nouveau débat sur le Québec*, pp. 157-181. Montréal : Les Éditions du Boréal-Expres, 1983, 219 pp. JMT.]

Les remarques critiques de Roch Denis concernant notre contribution à ce recueil suscitent un ensemble de questions d'ordre théorique et pratique auxquelles il serait difficile de répondre exhaustivement dans un cadre aussi limité. Nous nous attacherons donc à l'essentiel.

Soulignons d'abord que Roch Denis a surtout retenu pour les fins de sa critique les quelques paragraphes de notre texte consacrés à la formation de l'État canadien. Rappelons à l'évidence que nous n'avions nullement l'intention de proposer dans ces quelques lignes une analyse systématique de l'histoire de la formation de la Confédération. Nous n'y recherchions que des éléments pour l'analyse de la particularité de la constitution des blocs sociaux au sein de la formation sociale canadienne, éléments nous permettant de développer une problématique plus adéquate à notre objet de recherche : le bloc social régional-national duplessiste. Il ne s'agira donc pas de nous engager ici dans un débat historiographique dont les conditions minimales ne sont même pas posées. Nous situerons donc le débat au plan théorique, là seulement où il nous semble pouvoir être placé.

Est-il besoin de le souligner, la critique de Roch Denis relève d'une conception de la théorie marxiste que nous ne partageons pas. Cette conception le conduit à opérer sur notre texte une série de glissements de sens qui lui permettent de nous « rappeler » la lutte des classes, alors qu'il nous semblait bien l'avoir placée au cœur de notre problématique. Mais comment peut-on ainsi lire l'oubli là ou d'autres verront pleine présence et pratique marxiste conséquente ? À partir d'une conception différente de cette même théorie.

Nous avons écrit que la création de la formation sociale nationale s'analyse en fonction du procès d'hégémonisation bourgeoise et, qu'à ce titre, elle correspond à la formation d'un nouveau bloc historique. C'est en fonction de cette problématique générale que nous avons tenté de faire ressortir les particularités de la formation sociale canadienne en insistant plus particulièrement sur les conditions qui ont conduit à l'adoption de la forme de régime fédérale. Puisque là nous semblait l'essentiel, nous avons alors insisté, pour comprendre la particularité canadienne de cette forme de régime, sur la division initiale des colonies du British North America, sur l'absence d'adversaire refusant la libération nationale et la création de l'État canadien, ainsi que sur l'absence de mouvement de masses poussant à la formation de cet État. Roch Denis nous oppose les considérations suivantes, négligeant de s'engager dans la discussion du premier élément d'analyse (la division des colonies) : il n'y eut pas de mouvement de masses parce que la bourgeoisie n'en a pas voulu ; la bourgeoisie canadienne n'a pas enclenché de lutte de libération nationale ; la forme du régime résulta surtout de la volonté de la bourgeoisie de diviser les masses.

Passons rapidement sur les ambiguïtés de lecture. Nous n'avons jamais prétendu que la formation de l'État canadien s'analysait comme une lutte de libération nationale. Au contraire, nous cherchions plutôt à souligner que, à l'encontre de l'exemple américain où un adversaire (la métropole anglaise) s'opposait à un mouvement de libération nationale (le peuple dirigé par la bourgeoisie), il n'y eut rien de tel au Canada, c'est-à-dire ni mouvement de masses initiant la libération nationale, ni puissance coloniale refusant la création d'un nouvel État. Allons plutôt à l'essentiel, qui touche à la conception des rapports de classes. Pour Roch Denis, il n'y eut pas de mouvement de masses principalement parce que la bourgeoisie n'a pas voulu de ce qui « risquait de provoquer la révolution ». Cette bourgeoisie, essentiellement réactionnaire, s'est donnée un « instrument », l'État canadien, dont la forme, le fédéralisme, a joué le « rôle d'écran » et qui reposait sur des bases « entièrement réactionnaires et illégitimes ». Bref, la formation de l'État canadien ne correspond pas au modèle de la révolution démocratique bourgeoise.

Nous ne croyons pas que l'histoire s'analyse ainsi comme le résultat des projets, réactionnaires ou progressistes, d'une classe-sujet se donnant un instrument, l'État, qu'elle pourrait modeler à sa guise. Ainsi l'absence de mouvement de masses ne

résulte certes pas de la volonté de la bourgeoisie, mais des conditions historiques dans lesquelles sont plongées les classes dominées. Il nous faut d'abord et avant tout comprendre pourquoi les masses populaires ne sont pas intervenues davantage dans la création de l'État canadien. Cette histoire reste à faire. Nous avons avancé la thèse de la division des colonies du British North America : les conditions permettant la formation d'un tel mouvement de masses pan-canadien ne sont précisément pas présentes. Bien sûr, il n'est pas inintéressant de souligner qu'en de telles circonstances la bourgeoisie de Montréal et de Toronto n'a pas cru bon susciter un mouvement dont elle n'avait pas besoin, puisque l'État métropolitain était favorable à la création d'un État canadien encore lié à la mère patrie. Elle risquait précisément que cet État ne soit jamais créé car, au Québec par exemple, comme ce fut le cas en 1867, les mouvements sociaux se seraient probablement orientés vers la création d'un État québécois. Il n'en demeure pas moins que si ce mouvement avait existé, la bourgeoisie aurait dû composer avec les forces populaires. La nature des structures politiques en aurait été profondément différente. La volonté ou le caractère plus ou moins réactionnaire de la bourgeoisie n'est donc pas pour nous l'élément fondamental de l'analyse. Nous avons tenté de montrer que la particularité du régime fédéral résulte plutôt de la nature des rapports de forces et, qu'en l'absence d'un tel mouvement de masses, il fallait souligner le poids des forces sociales dominantes au sein des différentes colonies, lesquelles pouvaient précisément s'appuyer sur des blocs sociaux déjà constitués. En ce sens, l'effet de division reproduit par la forme de régime fédéral ne résulte pas d'une volonté plus ou moins machiavélique ou plus ou moins parfaitement programmée de tromper les masses.

Roch Denis centre finalement son analyse sur la seule idéologie réactionnaire de la bourgeoisie canadienne qui expliquerait le fait que la formation de l'État canadien ne correspondrait pas au modèle de la révolution démocratique bourgeoise. Or, il nous semble que la théorie du modèle n'est guère adéquate en cette matière comme en bien d'autres. Il serait ainsi assez facile de montrer que ce modèle est finalement relativement rare, la bourgeoisie ne s'appuyant sur les masses populaires (États-Unis, France) que lorsqu'elle y a été condamnée. Que la bourgeoisie canadienne ait été conservatrice, nul ne saurait en douter. Mais cela ne devrait pas nous amener à nier le fait que l'État canadien présente tous les traits fondamentaux de l'État démocratique bourgeois, c'est-à-dire ceux d'un état de droit et d'un État démocratique fonctionnant à la souveraineté nationale populaire (parlementarisme).

Nous terminerons par quelques remarques. Roch Denis reprend nos propositions sur les difficultés de la création d'un bloc social pan-canadien pour nier l'existence d'une nation canadienne. Nous ne le suivons pas sur ce terrain. La formation de la nation au sein de la formation sociale nationale résulte d'un processus historique. La nation canadienne restait à faire en 1867. Si, après plus d'un siècle, il n'est pas apparu une seule et même nation canadienne effaçant toutes les autres formes de

communauté, il s'est bien formé une nation canadienne (anglaise) à côté des nations québécoise, acadienne et des tribus amérindiennes et inuites (qui tendent elles-mêmes de plus en plus à se représenter comme des nations). Que cette nation canadienne (anglaise) présente des problèmes d'intégration et d'identité qui résultent précisément de la particularité de la constitution des blocs sociaux dans ce pays, c'est l'évidence même. Mais nous voyons mal comment on pourrait nier son existence.

Roch Denis tend manifestement à minimiser la division générée par la forme du régime. On connaît l'insistance que mettent certains courants historiographiques à souligner que les « Pères de la Confédération » ne croyaient concéder aux provinces que des pouvoirs marginaux. Outre le fait que ces pouvoirs sont devenus importants au vingtième siècle et que cela démontre encore une fois à quel point il faut se méfier de la volonté des acteurs, il nous importe surtout de souligner que cette position repose sur une vision économiste de la Confédération. En réduisant ainsi le débat à la question de la plus ou moins grande centralisation des pouvoirs économiques, on néglige l'importance de la provincialisation des pouvoirs reliés à l'hégémonie et les profonds effets de division qui sont ainsi dès le départ inscrits dans l'État canadien.

Roch Denis oppose la lutte des classes à ce qu'avec d'autres auteurs nous avons appelé la tendance structurelle à l'éclatement. Pour faire bref, nous nous contenterons de citer Gilles Bourque et Anne Legaré qui écrivent : « Il faut expliquer la nature structurelle de la tendance à l'éclatement de ce pays, où la reproduction mille fois répétée des mêmes conflits (centralisation-décentralisation) ne débouche jamais d'elle-même ni sur un éclatement effectif ni sur une réorganisation techniquement satisfaisante des institutions. L'histoire spécifique de la lutte des classes nous a semblé l'élément d'explication le plus éclairant des caractéristiques fondamentales de l'État canadien (*Le Québec, la question nationale, op. cit. p. 215*).

Nous ne saurions cependant terminer sans souligner notre accord avec Roch Denis lorsqu'il affirme que les luttes des classes ouvrières et populaires au Québec doivent se développer en liaison avec celles des forces progressistes dans l'ensemble canadien. Nous croyons en effet que la lutte pour l'indépendance du Québec doit s'inscrire dans un mouvement de masses impliquant les minorités ethniques et les collectivités amérindiennes et inuites et entretenant des rapports suivis avec les forces populaires dans le reste du Canada.

Fin du texte.